

Fédération Syndicale Unitaire

104 rue Romain Rolland - 93260 Les Lilas

Tél : 01 41 63 27 30 – Fax : 01 41 63 15 48 - Email : fsu.nationale@fsu.fr - Site web : www.fsu.fr

Bernadette Groison
Secrétaire Générale
BG/NO/12.13/070

Ministère de l'Education Nationale
DGESCO
Monsieur Alain BOISSINOT
110 rue de grenelle
75007 Paris

Les Lilas le 17 avril 2013

Monsieur,

La FSU a contribué lors de la concertation et de la préparation du projet de loi pour la refondation de l'Ecole, à la réflexion sur la nécessaire rénovation des contenus à enseigner de l'école primaire au lycée.

Nous vous faisons parvenir en pièce jointe une note sur l'état de notre réflexion à ce sujet.

Nous sollicitons une audience auprès de vous, afin d'échanger sur ce chantier que va ouvrir prochainement le Conseil Supérieur des Programmes

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de mes salutations respectueuses.

Bernadette Groison
Secrétaire Générale de la FSU

CONSEIL SUPERIEUR DES PROGRAMMES

NOTE FSU

Le Conseil Supérieur des Programmes aura pour mission de définir de nouveaux contenus d'enseignement et l'articulation entre programmes et nouveau socle commun, éléments clés de la loi de refondation annoncée. C'est une lourde responsabilité mais aussi une nécessité que de revenir sur le socle installé par la loi de 2005 dont les débats de la refondation ont souligné l'échec. La nation a besoin d'un consensus pour son école, celui-ci ne sera possible que si la « refondation » du socle commun, qui devient « socle commun de connaissances, de compétences et de culture », se traduit par une construction des apprentissages intégrant leur dimension culturelle et non par le simple ajout d'éléments culturels au socle actuel. En somme, il ne s'agit pas d'ajouter un huitième pilier au sept existants mais de sortir de cette logique et de penser les contenus d'enseignement pour permettre l'appropriation par tous et toutes, tout au long de la scolarité, d'une culture commune à laquelle participent toutes les disciplines.

Le chantier qui va s'ouvrir ne doit pas aboutir à deux référentiels distincts. Une telle double prescription n'aurait aucun sens pour les familles, les élèves et serait totalement inopérante pour le travail des professionnels.

La FSU qui, depuis 20 ans, a travaillé la notion de « culture commune » s'inscrit résolument dans l'absolue nécessité de faire de l'accès de tous à cette culture l'objectif premier de l'Ecole. Penser la dimension culturelle des savoirs au cœur même des apprentissages est indispensable pour faciliter l'entrée dans les savoirs, permettre aux élèves, notamment ceux qui manquent de proximité avec la culture scolaire, de donner du sens aux activités de l'Ecole.

Concernant les programmes, un large accord existe sur les constats, quelque soit le niveau d'enseignement. Ils sont en général jugés trop lourds, trop cloisonnés et ne permettant pas toujours une ouverture pluri ou inter disciplinaire. Il est souvent dit aussi qu'ils ne font pas toujours sens pour les élèves. Enfin, qu'ils ne prépareraient pas suffisamment à l'insertion professionnelle et sociale dans un monde en profonde mutation.

Ces dernières années les injonctions ont mis l'accent sur la notion, par ailleurs très polysémique, de compétences et dont les débats de la concertation ont clairement montré la nécessité de la stabiliser. Sa définition n'aura de sens que si elle s'appuie sur des savoirs solides et des notions claires participant au développement intellectuel, culturel et social des élèves. Conséquence de la logique réductrice des savoirs à enseigner du socle de 2005, le livret personnel de compétences s'est avéré un outil inadapté à toute réflexion utile en matière de réussite des élèves. Liste de savoirs formels, procédures et compétences de niveaux plus ou moins complexes, il ne permet pas de traiter le véritable problème : l'activité, dans toutes ses composantes, intellectuelle, motrice, émotionnelle... nécessaire pour apprendre, ce qui suppose de remettre en cause les certitudes et les interrogations sur sa propre conception du monde.

La résistance, que ce livret a rencontrée et l'incompréhension qu'il a pu susciter à des degrés divers selon les niveaux d'enseignement, ne doivent pas être interprétées comme un refus *a priori* de tout changement mais bien comme une véritable divergence d'approche des professionnels confrontés au quotidien à ces questions de cohérence de leur action, de sens des apprentissages, de motivation des élèves et d'évaluation des acquis. Les prescriptions ont été ressenties comme contraires aux valeurs et savoirs professionnels. De plus, elles se sont traduites par une surcharge de travail sans utilité pour les élèves ni pour les communications aux familles, pas plus que dans la transmission de résultats au sein même du système éducatif.

Il s'agit donc de sortir de cette logique, pour entraîner toutes et tous vers une culture ambitieuse. Tout enseignement doit permettre « une mise en culture »¹, c'est-à-dire être inscrit dans l'évolution de la pensée humaine, les questions sociales, humaines, culturelles qu'il a soulevées, les polémiques, voire les ruptures, qu'il a suscitées. Il s'agit bien aussi de rendre vivants les concepts, savoirs, techniques et démarches, et de montrer ce qu'ils changent dans l'appréhension du monde, de l'Autre, ce qu'ils produisent de commun, d'universel. Pour la FSU, cet objectif, fondement de sa conception de la culture commune, est indispensable pour lutter contre les inégalités sociales qui minent notre système éducatif.

Une telle démarche, véritable rupture dans la conception des programmes scolaires à l'opposé d'une vision utilitariste de l'École, imposerait des changements importants dans la conception même des disciplines scolaires, dans leur hiérarchie actuelle, leurs articulations. Des changements importants aussi dans les pratiques professionnelles, transformations qui devront être assurées par un investissement matériel et budgétaire conséquent, ne serait-ce que pour permettre la diversification des pratiques pédagogiques, le travail collectif et en équipe pluriprofessionnelle. Changements dans la formation initiale et continue des enseignants, bien sûr, pour que ces derniers maîtrisent mieux la transposition didactique des savoirs ou pratiques de référence en discipline scolaire, pour qu'ils en connaissent mieux les enjeux épistémologiques, historiques, culturels, et les outils pédagogiques de « mise en culture ».

Le chantier est immense, certes, mais la recherche, qu'il faut développer, devrait fournir un matériau précieux à exploiter, en lien avec l'expérience des praticiens que sont les enseignants. Cessons de penser en terme de bases, de préalables, de disciplines fondamentales, de disciplines de la sensibilité (comme si elles n'étaient qu'une sorte de supplément d'âme à côté de savoirs « durs », comme si elles n'étaient pas des langages et des moyens d'expression aussi importants et riches que les langues ou les mathématiques, par exemple!). A l'inverse, repérons ce que chaque discipline apporte en terme de regard sur le monde, d'appréhension d'un problème donné, ce qu'elle permet de construire de nouveau dans la pensée d'un jeune en formation, ce qu'elle peut transformer en lui dans son rapport au monde et aux autres, les horizons nouveaux qu'elle lui ouvre. Mais aussi comment elles se complètent, comment elles communiquent, comme elles construisent un tout dont la cohérence fait, justement, culture.

Ainsi, les sports et les jeux traditionnels se nourrissent de règles, négociées constamment au cours de l'histoire, porteuses de liens sociaux, de rencontres et d'émotions individuelles et collectives. Les différentes techniques, complexes (gestuelles, informatives, sociales, affectives, relationnelles, ...) qui les composent révèlent les facultés sans cesse transformées des êtres humains à se perfectionner et fixer des obstacles de plus en plus sophistiqués à surmonter.

Ainsi, l'apprentissage de l'écriture musicale pourrait être considéré par certains comme « une base nécessaire à tout apprentissage musical ». Or, savoir lire des notes de musique sur une portée n'a en soi qu'un intérêt limité, mais pouvoir comprendre ce qu'est l'écriture musicale au travers de cet apprentissage est un enjeu majeur car il permet d'aborder des concepts importants : la mémoire commune (transmission orale, transmission écrite), le langage, le code et son évolution au cours des siècles, le rôle et la fonction de la musique, les notions d'interprétation, d'invention et d'improvisation, de contraintes et de liberté, ...

Cette mise en perspective des savoirs et de la culture est ainsi résumée par P. Perrenoud lorsqu'il évoque la question des unités de mesure : « *comprendre l'arbitraire théorique et la nécessité historique de nombreuses conventions, dont les systèmes d'unités de mesure, est une connaissance qui va au-delà des conventions elles-mêmes... On conservera l'intuition que ces unités sont des construits humains, qu'elles n'existent pas " dans la nature " et qu'elles exigent un accord, parce qu'elles n'ont de sens que reconnues au sein d'un réseau d'échanges. Le rapport au savoir en sera durablement transformé* ».

¹ « Tout savoir doit être enseigné comme culture, au sens de Bruner. C'est-à-dire enseigné dans un récit qui lui donne sens, articulé à l'histoire de ceux qui l'ont construit, remis en perspective au regard d'un environnement notionnel et civilisationnel, repris dans une démarche de création personnelle et collective ». Philippe Meirieu dans un entretien réalisé par Jean-Michel Zakhartchouk

On pourrait multiplier les exemples dans toutes les disciplines, la littérature de la recherche en est remplie et il sera nécessaire d'investir cette mine précieuse.

Enfin, la redéfinition des contenus d'enseignement ne pourra faire l'impasse sur le rapport au numérique, ce qu'il transforme dans l'approche et l'acquisition des savoirs, comment il peut être un levier de mobilisation intellectuelle, bien au-delà des seuls enjeux liés à la maîtrise de l'outil informatique.

Chantier immense donc, mais chantier passionnant parce qu'il permettrait enfin de donner sens et lisibilité à ce que l'Ecole doit apporter à l'éducation des jeunes générations dans un mouvement dynamique et « d'élévation » », inscrit dans la tradition française des Lumières ou des ambitions du plan Langevin-Wallon, bien loin de la vision simpliste et peu opérationnelle en terme culturel des compétences-clés européennes.

Ce travail exigeant devra répondre à des questions importantes pour l'Ecole. Comment s'assurer que chaque élève parvienne à la maîtrise des incontournables pour lui assurer d'être le citoyen éclairé qui puisse s'insérer dans la société, et y vivre pleinement vie personnelle et sa vie professionnelle ? Comment sortir de la double prescription socle-programme ? Quelle place aux « éducations à » (médias, santé, développement durable, lutte contre les discriminations ...) ? Quelles continuités assurer, par quels leviers ? Quel sera le découpage de la scolarité en cycles d'apprentissage ? De quels outils d'évaluation pertinents faut-il se doter pour qu'ils soient véritablement au service de la réussite des élèves ?...

Le défi que devra relever le Conseil Supérieur des Programmes est bien celui d'une véritable refondation, avec le souci permanent de la réussite de tous les élèves.